

Questions orales

LA SANTÉ

L'ÉTABLISSEMENT DE COMITÉS D'AVORTEMENT DANS LES HÔPITAUX—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

Mme Ursula Appolloni (York-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Compte tenu des faits d'ordre médical, social et moral très importants avancés par des membres du groupement Canadian Physicians for Life dans leur lettre ouverte du 4 avril, et par égard pour les femmes et les enfants canadiens non encore nés, par égard pour les médecins et autre personnel médical canadien concerné, le ministre voudra-t-il bien retirer sa proposition de forcer les hôpitaux canadiens à établir des comités d'avortement?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je n'ai jamais dit qu'on devrait forcer les hôpitaux à établir des comités d'avortement. Ce n'est certes pas quelque chose que je peux imposer aux provinces, mais je crois toujours que les hôpitaux sont des établissements semi-publics et qu'ils devraient chez nous offrir les services voulus aux gens qui en ont besoin.

* * *

[Français]

LA MAIN-D'ŒUVRE

LES PROGRAMMES D'INITIATIVES LOCALES ET DE PERSPECTIVES-JEUNESSE—ON DEMANDE UNE AIDE ACCRUE

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

Compte tenu des très récentes statistiques sur le chômage qui viennent d'être publiées, et qui démontrent une fois de plus que le Québec vient au deuxième rang quant au nombre de chômeurs au Canada, le ministre responsable des programmes PIL et Perspectives-Jeunesse peut-il dire à la Chambre quelles sont les intentions de son ministère pour prolonger les projets d'initiatives locales et, deuxièmement, l'honorable ministre a-t-il envisagé la possibilité d'accroître le budget de Perspectives-Jeunesse pour nous aider, au Québec particulièrement, à enrayer le taux de chômage effarant chez les jeunes?

[Traduction]

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà dit en réponse à une question précédente que je ferais des déclarations au sujet des emplois d'été pour étudiants. Quant aux initiatives locales, je n'ai pas d'observations à faire à l'heure actuelle. Mon collègue le ministre des Finances a indiqué que nous revoyons sans cesse la situation pour ce qui est du chômage. Nous étudierons en temps opportun les répercussions du budget de novembre dernier et de toutes les autres mesures qu'il juge nécessaires compte tenue de la politique économique. Nous sommes à étudier ces questions et nous ferons des annonces en temps opportun.

[Français]

LES EMPLOIS D'ÉTÉ POUR ÉTUDIANTS—ON DEMANDE DES AMÉLIORATIONS AU PROGRAMME

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

[M. MacEachen.]

Le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration fait actuellement de la publicité dans les journaux, invitant les jeunes à donner leurs noms aux centres de la Main-d'œuvre, afin de pouvoir travailler pendant les mois d'été. Or, les jeunes qui se présentent actuellement dans ces bureaux se voient répondre: Nous n'avons pas d'emploi à offrir actuellement. Pourquoi invite-t-on actuellement ces jeunes à demander des emplois quand le ministère n'est même pas capable de leur en procurer?

[Traduction]

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, j'espère que le député ne nous suggère pas d'abandonner tous nos efforts pour placer les jeunes. Ce programme en fait partie. S'il y a un cas précis au Centre de la main-d'œuvre local où on a fourni cette réponse qui ne l'a pas satisfait, je l'étudierai volontiers.

* * *

LA SANTÉ

LES PROGRAMMES D'ASSISTANCE POUR LA FOURNITURE DES MÉDICAMENTS D'ORDONNANCE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Comme plusieurs provinces aident actuellement d'une façon ou d'une autre certains secteurs de la population à payer le coût des médicaments d'ordonnance, le gouvernement envisage-t-il d'établir un programme national de service pharmaceutiques qui aille de pair avec ceux des provinces de façon à pouvoir aider les Canadiens de tout le pays à payer le coût élevé des médicaments d'ordonnance?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Pas à l'heure actuelle, monsieur le président.

[Traduction]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Si le gouvernement n'est pas disposé à instituer un tel programme à l'heure actuelle, est-il prêt à faire les premières démarches en ce sens en prévoyant le paiement des médicaments d'ordonnance pour tous les Canadiens qui reçoivent la pension de vieillesse?

[Français]

M. Lalonde: Pas à l'heure actuelle, monsieur le président.

* * *

[Traduction]

L'ÉNERGIE

PÉTROLE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À L'ÉTABLISSEMENT D'UN PRIX PLANCHER

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Au cours de la conférence de cette semaine, discutera-t-il avec les ministres des provinces la question d'établir un prix plancher pour le pétrole, comme l'ont proposé divers pays de l'Agence internationale de l'énergie?